

RAKOTONDRAHASO

Faneva Tsiadino

Né le 16 juillet 1984 à Antananarivo (67 HA)

Maître de conférences en droit public

Vice-Doyen

Assesseur aux relations internationales

Faculté de Droit et d'Économie
Université de La Réunion

☎ 02 62 93 83 25

@ : faneva.rakotondrahaso@univ-reunion.fr

FORMATION & CARRIERE UNIVERSITAIRES

2016 – ... Maître de conférences en droit public, Université de La Réunion.

2014 – 2015 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université du Littoral Côte d'Opale.

2013 – 2014 Ingénieur d'études, Université Montpellier I.

2014 – 2015 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Montpellier I.

2007 – 2012 Doctorat en droit public, Université Montpellier I.

Titre : *Le statut de Mayotte vis-à-vis de l'Union européenne*

Mention très honorable avec les félicitations du jury

Prix de thèse décernée par le Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe (GRALE), 2013.

2006 – 2007 Master II Droit public financier, Université Montpellier I.

2005 – 2006 Master I Droit public, Université Montpellier I.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Ouvrages

1. *Gestion locale et chambres régionales des comptes*, LGDJ, Colloques & Essais, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. vol. 98, 2020, 204 p.
2. *Le statut de Mayotte vis-à-vis de l'Union européenne*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, Coll. « Droit d'Outre-Mer », 2014, 338 p.

Articles & Chroniques & Fascicule

Droit de l'outre-mer

1. « Pays et Territoires d'Outre-Mer », « Régions ultrapériphériques », in G. GIRAUDEAU, M. MAISONNEUVE, *Dictionnaire de l'outre-mer*, LexisNexis, 2020, à paraître.
2. « Régime douanier et rupésisation », in E. RALSER, J. DUPONT-LASSALLE, F. HERMET (dir.) *La départementalisation de Mayotte – Enjeux juridiques et économiques*, L'Harmattan, 2019, p. 129-145.
3. « Mayotte », *Juris-Classeur administratif*, fasc. 130-30, LexisNexis, 2018.
4. « L'action extérieure des collectivités territoriales françaises d'outre-mer : vers une diplomatie ultramarine ? », (en co-écriture avec D. BLANC), in H. PONGERARD-PAYET (dir.), *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-Mers*, L'Harmattan, 2018, p. 211-225.
5. « Octroi de mer et départementalisation » in D. BLANC (dir.), *1946 – 2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République*, PUAM, 2018, p. 191-200.
6. « Les interactions entre statut constitutionnel et statut européen de l'Outre-mer français : autour des articles 72-3, 72-4, 73, 74 de la Constitution », in H. GAUDIN (dir.), *La Constitution européenne de la France*, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2017, p. 305-316.

Finances publiques

1. « La reconduction de l'octroi de mer », *La Semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales*, n° 27, 2015, p. 3-5.
2. « L'existence d'un préjudice financier imputable à un manquement du comptable public, condition de mise en jeu de sa responsabilité personnelle et pécuniaire », *Droit administratif*, n° 12, 2015, p. 41-44.
3. « Les remises gracieuses accordées aux comptables publics », *Revue française de droit administratif (RFDA)*, n° 2, 2015, p. 417-425.
4. « L'illégalité d'une subvention accordée à une association d'obédience maçonnique », *Actualité juridique Droit administratif (AJDA)*, n° 21, 2011, p. 1205-1208.

Droit administratif

1. « L'application du principe constitutionnel de la légalité des délits et des peines aux sanctions administratives », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger (RDP)*, n° 2, 2014, p. 399-419.
2. « L'indemnisation dans la résiliation des contrats administratifs », *Contrats et Marchés publics*, n° 13, 2014, p. 6-13.

Droit de l'Union européenne

1. Chronique « Citoyenneté européenne - Libre circulation des personnes », *Revue du droit de l'Union européenne*, n° 1, 2020, p. 20-24.
2. Chronique « Citoyenneté européenne - Libre circulation des personnes », *Revue du droit de l'Union européenne*, n° 2, 2018, p. 112-114.
3. « La transparence du budget européen : un préalable à toute idée d'impôt européen ? », *Revue du Marché Commun de l'Union Européenne*, n°542, 2010, p. 574-582.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

Université de La Réunion

- Finances publiques (L2 Droit)
- Contentieux administratif (L3 Droit)
- Finances nationales et européennes (LAP)
- Droit matériel de l'Union européenne (M1 Droit public)
- Droit du service public (M1 Droit public)
- Finances publiques (M1 Classe préparatoire aux concours administratifs)
- Finances locales (M1 Classe préparatoire aux concours administratifs)

Centre Universitaire de Mayotte

- Finances publiques (L2 Droit)

RESPONSABILITÉS ACADÉMIQUES

- Responsable pédagogique - Master 1 Classe préparatoire aux concours administratifs.
- Membre élu - Conseil de faculté.
- Membre suppléant - Jury de l'examen d'entrée à l'École Des Avocats.
- Membre - Commission « Étudiants Sportifs Haut Niveau Universitaire » (ESHNU).